

APRES LES MANIFESTATIONS MUSULMANES

Un débat au Conseil municipal de Paris

Le débat qui s'ouvre vendredi après-midi à l'Hôtel de Ville risque d'être houleux. On sait qu'à la suite d'une demande de convocation présentée par les groupes indépendants, Action municipale (ex-U.N.R.) et Centre républicain, M. Benedetti, préfet de la Seine, a accepté de convoquer le Conseil municipal en session extraordinaire, afin d'ouvrir un débat sur les récentes manifestations musulmanes à Paris.

De nombreux orateurs interviendront. Les uns demanderont au préfet de police, M. Papon, des

précisions sur les conditions du maintien de l'ordre. Mais d'autres ne manqueront pas d'évoquer, outre les injustifiables brutalités commises sur des musulmans alors qu'ils étaient arrêtés, la disparition de certains travailleurs algériens et la découverte de cadavres trouvés dans la Seine, dans un canal ou dans les bois de la banlieue.

De nouveaux témoignages s'ajoutent chaque jour à ceux que « le Monde » a déjà cités, comme on le verra en lisant la revue de la presse hebdomadaire que nous publions ci-dessous.

Plusieurs hebdomadaires ont enquêté sur le sort des Algériens de la région parisienne

TEMOIGNAGE CHRÉTIEN : on n'épargne personne.

« Un militaire du service de santé » qui a été envoyé au Parc des sports, porte de Versailles, pour y distribuer les repas aux Algériens arrêtés la semaine dernière... raconte ce qu'il a vu et entendu... Voici des extraits du récit que publie l'hebdomadaire :

« Nous arrivons et commençons à préparer le repas. Quelques temps après un sergent vient me chercher : « Viens voir le débrayement ». Nous sortons du Parc des sports et nous nous plaçons devant l'entrée du hall d'exposition situé immédiatement derrière. Il y a là une espèce de couloir d'entrée. Des policiers de toutes les corps sont rangés tout le long. Une vingtaine, une quarantaine ? Il n'est pas possible de compter... Ils sont armés de bâtons de police, de nerfs de boeuf, de gros soutiers, de crosses de fusil.

« Un car arrive, trois femmes en descendant, on les conduit je ne sais où, sans sévices. C'est maintenant le tour des hommes. Ça commence à pleuvoir. Mais sur un par un, ils s'arrêtent à descendre. A la porte un policier les attend : coup de matraque, croc-en-jambe. Les moins chanceux tombent brutalement sur le ciment. Ils sont relevés à coups de pied, de crosse. Les coups pleuvent sur 15 à 20 mètres. Le car est rapidement vidé. Je m'en vais, prêt à vomir. [...]

« Nous entrons dans le hall d'exposition. Là, nous sommes aux premières loges. Le matraquage continue. Un Algérien descend, il tombe ; on le redresse à coups de poing de pied de crosse. Il avance malgré tout. On le fouille. A l'armurerie, on devra lui faire des attelles. Il a le tibia et le péroné brisés, le bras cassé. Un vieillard descend, pas de pitié pour lui. Un autre tombe devant le car, tous les autres passent sur lui. L'un a une fracture du rocher, il mourra seul dans un coin. L'autre a la joue ouverte, on voit ses dents. Certains sont méconnaissables par les coups avant d'arriver ; on n'épargne personne : jeunes ou vieux. Tous débarquent comme le bétail à La Villette.

« A la fouille, immédiatement après, qui a le malheur de protester reçoit une nouvelle rossée. On les parque ensuite dans de grands boîtes, dans le froid et dans la poussière. Jusqu'à quand attendront-ils ?

« Nous repartons : il nous est impossible de penser. Nous avons appris ce qu'est la haine et nous ne l'oublierons pas. Un de nous ose justifier les pratiques policières : nous avons failli étrangler ; nous l'avons fait taire [...]

« Nous devons partir sur les injonctions répétées de nos chefs. Ceux qui sont restés à l'armurerie nous disent qu'il y a cinq gars qui sont devenus fous. L'un, surexcité, s'évade. Les policiers sont prêts à le rouer de coups comme l'autre. »

FRANCE-OBSERVATEUR : cela devient infernal pour eux.

« Nous sommes en banlieue, dans une de ces localités où les immeubles neufs poussent comme des champignons. Les occupants ne paraissent pas s'occuper de la présence, sous leurs fenêtres, de l'enchevêtrement de cabanes en tôle ondulée, de cubes bricolés avec des briques ramassées. Dieu sait où, de clapiers confectionnés avec des planches en mauvais état et qui abritent jusqu'à dix personnes.

« Devant moi trois jeunes filles. L'une, dépeignée et en canadienne, s'excuse :

« Je n'ai pas pu me laver ce matin. Vous comprenez. Depuis deux nuits je couche au bidonville, chez des femmes musulmanes. Elles ont peur de rester seules depuis qu'on a embarqué leurs époux. Pourquoi elle n'a pas pu se laver ? Le terrain vague sur lequel sont entassées deux cent cinquante familles dispose d'un seul point d'eau.

« Au cours de la nuit précédente les harkis ont effectué une descente, battu jusqu'au sang plusieurs hommes, emmené quelques autres et, pour compléter la mesure, brisé le mobilier dans plusieurs habitations. Ce matin un car de police a empêché l'entrée du bidonville à la camionnette du laitier qui passe, en principe, une fois par jour. Les gardiens de l'ordre l'ont menacé de le rouer de coups s'il vendait du lait aux rations ».

Controverse entre la Fédération protestante et le préfet de police

La Fédération protestante a publié le communiqué suivant :

« La Fédération protestante de France a adressé le 17 octobre un message aux Eglises appelant les fidèles à être les ouvriers inlassables au respect de la personne humaine et de la réconciliation accomplie en Jésus-Christ. Depuis que de message a été écrit, il y a eu les manifestations algériennes des 17 et 18 octobre, à Paris, et la cruelle répression policière qui les a suivis. Si révoltants que soient les attentats terroristes qui ont coûté la vie à plusieurs membres du service d'ordre, les traitements inhumains et méprisants dont beaucoup de manifestants ont été victimes, même après les manifestations, ne peuvent que provoquer l'indignation et l'angoisse.

« Le pasteur Westphal, président de la Fédération protestante de France, a fait une démarche auprès du préfet de police pour lui exprimer cette indignation et cette angoisse.

Dans un communiqué, le préfet de police dément que le pasteur ait fait cette démarche et ajoute : « Seule une demande d'audience, dont le principe avait d'ailleurs été retenu, a été présentée dans la journée du 25 octobre.

« A noter que le pasteur Westphal n'avait entrepris aucune démarche de cette nature lors des révoltants attentats terroristes qui ont coûté la vie à tant de travailleurs algériens et à plusieurs membres du service d'ordre.

« Le pasteur, que nous avons interrogé, nous a précisé que le communiqué de la Fédération, avait en effet été publié avant la demande d'audience.

« M. JACOB KAPLAN, GRAND RABBIN DE FRANCE, déclare dans un communiqué :

« Depuis le recrudescence des actes de violence qui ensanglantent de plus en plus le pays, le rabbinat français tient à rappeler une fois de plus qu'aucune solution durable ne saurait être obtenue par l'emploi de la force. Le rabbinat français condamne sans réserve toute atteinte physique ou morale à la personne humaine, dont le respect constitue la base de toute société civilisée. »

« M. JACOB KAPLAN, GRAND RABBIN DE FRANCE, déclare dans un communiqué :

« Depuis le recrudescence des actes de violence qui ensanglantent de plus en plus le pays, le rabbinat français tient à rappeler une fois de plus qu'aucune solution durable ne saurait être obtenue par l'emploi de la force. Le rabbinat français condamne sans réserve toute atteinte physique ou morale à la personne humaine, dont le respect constitue la base de toute société civilisée. »

« M. JACOB KAPLAN, GRAND RABBIN DE FRANCE, déclare dans un communiqué :

« Depuis le recrudescence des actes de violence qui ensanglantent de plus en plus le pays, le rabbinat français tient à rappeler une fois de plus qu'aucune solution durable ne saurait être obtenue par l'emploi de la force. Le rabbinat français condamne sans réserve toute atteinte physique ou morale à la personne humaine, dont le respect constitue la base de toute société civilisée. »

Qu'est devenu M. Mohamed Badache ?

M. Charles Lederman a saisi M. Patin, président de la commission de sauvegarde des libertés individuelles du cas de son client M. Mohamed Badache (1) disparu après avoir porté plainte en tentative de meurtre en relatant que des policiers lui avaient passé un garrot autour du cou dans un bois des environs de Paris et l'avaient laissé pour mort.

M. Bonnefous, juge d'instruction près le tribunal de la Seine, chargé d'enquêter sur les faits signalés dans la plainte, a convoqué M. Badache pour samedi 28 octobre. Si le plaignant ne se présente pas, il est probable que le magistrat délivrera une commission rogatoire à la police en vue de le rechercher.

(1) Voir le Monde du 24 octobre.

M. SIMONNET : il faut rouvrir la négociation.

M. Maurice-René Simonnet écrit dans Forces nouvelles, organe du M.R.P. :

« Il faut saisir toutes les occasions de rouvrir le dialogue avec la rébellion, et la dernière déclaration de son chef est une de ces occasions, mais il faut aussi veiller à ce que le dialogue aboutisse à un accord qui fasse aux deux communautés leur juste place dans l'Algérie de demain.

« Accorder aujourd'hui l'indépendance et ne négocier que demain, sur les garanties accordées à la communauté européenne ou sur l'association avec la France serait une procédure pleine de risques.

« Plutôt que d'accepter cette pré-détermination, mieux vaut s'en tenir à l'autodétermination dont il y a six mois à peine le peuple français, par un référendum, faisait sa loi.

« Souhaitons donc que le gouvernement français saisisse la dernière déclaration du chef de la rébellion comme une occasion de rouvrir la négociation.

« Le temps presse. Ou la V^e République mettra rapidement fin à la guerre d'Algérie, ou c'est la guerre d'Algérie qui risque fort de mettre fin à la V^e République. »

La publicité est reçue au « Monde »

INFORMATIONS POLITIQUES

M. André Colin : le M.R.P. ne veut pas spéculer sur l'usure du régime

M. André Colin, président national du M.R.P., qui était jeudi l'hôte à déjeuner de l'Association de la presse étrangère, a évoqué à cette occasion la situation politique et expliqué l'attitude des républicains populaires.

Après avoir exprimé la crainte que « les équivoques, les négociations sans concessions, les concessions sans négociations, ne puissent faire la lumière souhaitable » sur l'affaire algérienne, M. Colin a ajouté :

« Nous vivons dans un régime de fait, d'où sa précarité. Quand nous demandons le fonctionnement normal des institutions, c'est pour assurer la durée de ce régime. Il nous faut faire face à deux oppositions, l'opposition active, celle de l'O.A.S., et l'opposition passive installée au pouvoir.

« Nous sommes libres, mais nous sommes un mouvement d'action. La présence de certains de nos amis au gouvernement nous apparaît encore comme un moyen d'agir. Nous ne spéculons pas sur l'usure du régime. Nous savons que l'on ne défend pas la République sans les républicains, ni contre

« Nous sommes en banlieue, dans une de ces localités où les immeubles neufs poussent comme des champignons. Les occupants ne paraissent pas s'occuper de la présence, sous leurs fenêtres, de l'enchevêtrement de cabanes en tôle ondulée, de cubes bricolés avec des briques ramassées. Dieu sait où, de clapiers confectionnés avec des planches en mauvais état et qui abritent jusqu'à dix personnes.

« Devant moi trois jeunes filles. L'une, dépeignée et en canadienne, s'excuse :

« Je n'ai pas pu me laver ce matin. Vous comprenez. Depuis deux nuits je couche au bidonville, chez des femmes musulmanes. Elles ont peur de rester seules depuis qu'on a embarqué leurs époux. Pourquoi elle n'a pas pu se laver ? Le terrain vague sur lequel sont entassées deux cent cinquante familles dispose d'un seul point d'eau.

« Au cours de la nuit précédente les harkis ont effectué une descente, battu jusqu'au sang plusieurs hommes, emmené quelques autres et, pour compléter la mesure, brisé le mobilier dans plusieurs habitations. Ce matin un car de police a empêché l'entrée du bidonville à la camionnette du laitier qui passe, en principe, une fois par jour. Les gardiens de l'ordre l'ont menacé de le rouer de coups s'il vendait du lait aux rations ».

« M. JACOB KAPLAN, GRAND RABBIN DE FRANCE, déclare dans un communiqué :

« Depuis le recrudescence des actes de violence qui ensanglantent de plus en plus le pays, le rabbinat français tient à rappeler une fois de plus qu'aucune solution durable ne saurait être obtenue par l'emploi de la force. Le rabbinat français condamne sans réserve toute atteinte physique ou morale à la personne humaine, dont le respect constitue la base de toute société civilisée. »

« M. JACOB KAPLAN, GRAND RABBIN DE FRANCE, déclare dans un communiqué :

« Depuis le recrudescence des actes de violence qui ensanglantent de plus en plus le pays, le rabbinat français tient à rappeler une fois de plus qu'aucune solution durable ne saurait être obtenue par l'emploi de la force. Le rabbinat français condamne sans réserve toute atteinte physique ou morale à la personne humaine, dont le respect constitue la base de toute société civilisée. »

La polémique P.S.U.-S.F.I.O. se poursuit

La polémique entre le P.S.U. et le S.F.I.O. avait commencé avec le refus de cette dernière de se rendre à la réunion commune prévue pour le 30 octobre. Elle se poursuit en raison de certaines affirmations produites lors de la conférence de presse du P.S.U. tenue le 23.

Dans un article du Populaire, M. Begarra, membre du comité directeur, rappelle la déclaration faite ce jour-là par M. Gilles Martinet au sujet de la première entrevue S.F.I.O.-P.S.U. :

« Nous avions indiqué, au cours de notre conversation, que nous ajournerions la publication de tout communiqué jusqu'à la fin de nos diverses rencontres. »

M. Begarra ajoute :

« M. Martinet énonce une contre-vérité. La délégation de la S.F.I.O. ignorait totalement si une rencontre entre le P.C. et le P.S.U. avait eu lieu le 13 octobre. Elle ne savait donc pas qu'un communiqué commun à ces deux organisations allait être publié.

L'auteur de l'article accuse la délégation du P.S.U. d'avoir « tenu un langage différent devant le parti communiste et la S.F.I.O., affirmant à l'un la nécessité de son intégration dans un rassemblement démocratique, concédant à l'autre une possibilité d'abandon du P.C. dans cette entreprise. »

« M. JACOB KAPLAN, GRAND RABBIN DE FRANCE, déclare dans un communiqué :

« Depuis le recrudescence des actes de violence qui ensanglantent de plus en plus le pays, le rabbinat français tient à rappeler une fois de plus qu'aucune solution durable ne saurait être obtenue par l'emploi de la force. Le rabbinat français condamne sans réserve toute atteinte physique ou morale à la personne humaine, dont le respect constitue la base de toute société civilisée. »

« M. JACOB KAPLAN, GRAND RABBIN DE FRANCE, déclare dans un communiqué :

« Depuis le recrudescence des actes de violence qui ensanglantent de plus en plus le pays, le rabbinat français tient à rappeler une fois de plus qu'aucune solution durable ne saurait être obtenue par l'emploi de la force. Le rabbinat français condamne sans réserve toute atteinte physique ou morale à la personne humaine, dont le respect constitue la base de toute société civilisée. »

« M. JACOB KAPLAN, GRAND RABBIN DE FRANCE, déclare dans un communiqué :

« Depuis le recrudescence des actes de violence qui ensanglantent de plus en plus le pays, le rabbinat français tient à rappeler une fois de plus qu'aucune solution durable ne saurait être obtenue par l'emploi de la force. Le rabbinat français condamne sans réserve toute atteinte physique ou morale à la personne humaine, dont le respect constitue la base de toute société civilisée. »

« M. JACOB KAPLAN, GRAND RABBIN DE FRANCE, déclare dans un communiqué :

« Depuis le recrudescence des actes de violence qui ensanglantent de plus en plus le pays, le rabbinat français tient à rappeler une fois de plus qu'aucune solution durable ne saurait être obtenue par l'emploi de la force. Le rabbinat français condamne sans réserve toute atteinte physique ou morale à la personne humaine, dont le respect constitue la base de toute société civilisée. »

LES CLASSES SUR JET ENTRAINENT EN VOL SEPT PERSONNES A LA FOIS



Le Lockheed JetStar apporte un progrès étonnant dans l'entraînement des pilotes. L'intérieur de ce quadriacteur rapide et croisant à haute altitude est aménagé comme une vaste salle de classe : une classe en vol, conçue pour épargner temps et argent dans la formation des navigants.

Au lieu d'entraîner un seul pilote à la fois, le JetStar peut accueillir sept élèves, en équipement complet de vol. Chacun d'entre eux voit devant lui des images radar réelles et, sur les instruments, des affichages exacts. Toute une classe peut ainsi être entraînée des heures durant et non un seul homme pendant quelques minutes.

Le JetStar permet d'économiser de l'argent en concrétrisant tout à la fois altitudes et vitesses de croisière des jets, tout en entraînant des frais d'exploitation et d'entretien bien inférieurs à ce que coûterait l'entraînement à bord d'avions de combat à réaction.

LOCKHEED GEORGIA COMPANY

Marietta, Georgia, USA.
a Division of Lockheed Aircraft Corporation

SEUL
de toute la Presse

Témoignage Chrétien

était présent à l'intérieur du Palais des Sports transformé en camp de concentration pour Algériens

Vous lirez ce témoignage cette semaine dans « T.C. »

En vente chez tous les marchands de journaux et aux portes des églises